

PRÉSENTATION DES TABLES RONDES

par Richard DESCOINGS¹ et Xavier MUSCA²

Richard DESCOING

Du côté de Sciences Po, nous avons un très grand retard sur la formation, l'éducation de nos élèves à la citoyenneté européenne d'abord, à la globalisation ensuite. Au milieu des années quatre-vingt-dix, alors que la notion juridique de citoyenneté européenne datait déjà de quelques années, nos enseignements et surtout leur conception donnaient assez peu de place à l'Union européenne, aux notions d'intégration régionale, et aux politiques communautaires. Pourquoi ?

La première raison est que, même dans les universités, même dans les grandes écoles, ces sujets paraissaient d'une grande austérité, et beaucoup d'étudiants étaient assez rétifs à l'idée d'entrer dans un certain nombre de concepts compliqués (la souveraineté, la constitution d'une organisation politique qui ne soit ni une fédération, ni une confédération), avec des règles elles-mêmes très compliquées. Le choix pédagogique était plutôt l'histoire de la construction européenne. Avec le recul, on sait que l'histoire de la construction européenne n'est pas la partie la plus passionnante, la plus exaltante d'un programme consacré à l'Europe : elle s'encombre souvent de détails techniques extravagants. Combien de fiches techniques, combien d'exposés sur la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) où il s'agissait d'en comprendre le fonctionnement, les institutions, les rapports de force ? Ceci n'avait strictement aucun intérêt, et on oubliait l'essentiel. Pourquoi l'Europe a-t-elle été fondée en mettant en commun les ressources en acier et en charbon ? Je voudrais être sûr qu'aujourd'hui, tous les élèves de Sciences Po, quand ils pensent CECA, pensent seconde guerre mondiale, pensent construction de l'armement.

1. Directeur de l'Institut d'Études politiques de Paris.

2. Directeur général du Trésor et de la Politique économique.

Il y avait une autre raison, beaucoup moins solide encore, qui est que nous avons l'immense chance de faire appel à des enseignants qui ne sont pas tous des enseignants de métier. Ils exercent dans des entreprises, dans des administrations publiques et, pour nous, Bercy est d'ailleurs un réservoir très important d'enseignants. D'autres sont plutôt des juristes et, pour eux, le droit communautaire, dans les années soixante-dix et les années quatre-vingt, n'était pas nécessairement un droit fortement apprécié. On revenait à la souveraineté, de la Nation peut-être, des juridictions sûrement.

Qu'avons-nous essayé de faire pour revenir à un état des choses plus cohérent par rapport à l'état actuel de la globalisation et de l'europanisation ? La première différence fondatrice est que Sciences Po, qui a 7 000 élèves aujourd'hui, accueille un tiers d'élèves qui n'ont pas la nationalité française. C'est cette arrivée massive d'élèves autres que nous-mêmes, cette confrontation des cerveaux à l'altérité, qui a été la principale révolution de la rue Saint-Guillaume. Sur ce tiers d'élèves étrangers, nous avons environ 35 % de ressortissants de l'Union européenne, 50 % d'Européens au sens extrêmement large du terme, mais aussi 20 % d'Américains, ce qui est rare dans une université française. Nous avons aussi une très forte proportion d'Asiatiques et de Latino-Américains. Cela ne suffisait pas. Depuis longtemps, Sciences Po utilisait les instruments des programmes Erasmus, Socratès, mais c'est une chose de s'assurer une année de mobilité, c'en est une autre que de passer un temps plus long pour obtenir un diplôme d'une autre université que la sienne. Nous avons non seulement rendu obligatoire une année hors du sol natal pour tous les élèves, mais nous avons aussi un grand nombre de doubles diplômes qui permettent, à nos élèves, d'acquérir, de façon précoce, une véritable capacité à travailler ensemble dans des équipes multiculturelles et plurilingues. Je discutais avec Louis Gallois récemment des difficultés que connaît l'entreprise qu'il dirige. La première de ces difficultés est de faire travailler ensemble des Allemands et des Français, au quotidien, et sur le long terme.

Nous avons construit, il y a maintenant six ans, un premier cycle localisé à Nancy, et nous rassemblons 50 % d'élèves francophones, 50 % d'élèves germanophones. Ils ont entre seize et dix-huit ans, passent deux années ensemble à Nancy, et les enseignements sont

délivrés en allemand, en français et en anglais. La troisième année se déroule dans un pays germanophone, sur un campus universitaire ou dans une entreprise pour les francophones, et dans notre réseau international pour les germanophones. Sur le même principe, nous avons créé à Dijon un premier cycle consacré aux nouveaux entrants dans l'Union européenne, que sont les pays d'Europe centrale et orientale. Nos jeunes Français doivent apprendre une langue slave ou le hongrois. Ce sont quasiment des cours particuliers, ils sont en groupe de trois ou quatre à apprendre le polonais, le tchèque, le hongrois. Ceci leur permet de progresser à toute vitesse, et leurs camarades polonais, tchèques ou hongrois font du tutorat de façon automatique car ils sont très heureux que les jeunes Français apprennent leur langue. Ces « malheureux » élèves de Sciences Po passent leur troisième année à Prague, à Budapest, à Cracovie. Nous avons créé un autre premier cycle consacré à l'Espagne, au Portugal, plus généralement au monde lusophone et hispanophone, à Poitiers, et tout dernièrement, un premier cycle consacré au Moyen-Orient et au Sud-Méditerranée, à Menton. À la rentrée prochaine, c'est la ville du Havre qui accueillera notre premier cycle Euro Asiatique.

Je vous dis tout cela parce qu'au moment de fêter le cinquantième anniversaire de l'Union européenne, il ne faut pas oublier qu'une majorité de Français considère que l'Union européenne est la porte d'entrée de la globalisation, et que c'est un danger. Nos hommes et femmes politiques marquent ce danger. Lorsque le Président de la République dit que le libéralisme doit être placé sur le même plan que le communisme, il envoie un message très fort à la population. Lorsque Madame Ségolène Royal va en Chine, et choisit de se faire photographier sur la grande muraille de Chine, cela a du sens parce qu'elle était sur cette grande muraille qui devait protéger l'Empire du Milieu des invasions extérieures.

Plus important que les messages envoyés par la classe politique, il y a l'absence de messages envoyés par les systèmes éducatifs des pays membres de l'Union européenne. Nous sommes fiers, en France, de ce que l'école a été le creuset de la Nation, le creuset de la République. Le creuset de la Nation en ce sens que, progressivement, tous ceux et toutes celles qui étaient d'abord bretons ou bretonnes, qui étaient d'abord de tel ou tel pays de France, sont devenus des Français, avec

une histoire construite, un peu travaillée d'ailleurs car, du point de vue scientifique, il y aurait beaucoup à dire. Et au moment où l'on se demande quelle est l'identité nationale, rappelons que l'identité nationale a toujours été comprise comme la construction d'un avenir, et non l'assimilation à un passé, et que l'école a été au cœur de la construction de notre identité nationale. Si l'école connaît tant de problèmes aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas, nous représentants du système éducatif, su faire en sorte que les enfants d'immigrés, les jeunes Françaises et Français dont les parents, les grands-parents, les arrière-grands-parents sont des immigrés, se sentent accueillis, partie prenante de cette identité nationale à construire toujours.

Les programmes en France, en histoire et en géographie, n'ont commencé à parler de l'Europe et de la mondialisation qu'au tournant des années 2000. Quand on y réfléchit bien, c'est assez extraordinaire. Pendant presque cinquante ans, les programmes scolaires ignoraient l'Europe. Comment voulez-vous que se diffuse, que se construise un sentiment européen lorsque les systèmes éducatifs des différents pays membres de l'Union européenne ne parlent pas du tout de l'Europe ? L'information qui est donnée à ces jeunes Européens, que nous n'avons pas éduqués comme tels, vient pour partie des médias, des hommes et des femmes politiques et souvent, du moins en France, nous n'avons pas toujours présenté l'Europe comme l'espérance, l'espoir, l'avenir. Voilà pourquoi quand Xavier Musca a proposé de co-organiser à Sciences Po une cérémonie pour ce cinquantième anniversaire, je lui ai dit « oui » de suite, et « merci », comme je le fais aujourd'hui.

Xavier MUSCA

Pour une direction d'administration centrale, comme la direction générale du Trésor et de la Politique économique, l'Europe, c'est la vie de tous les jours. Aucune de nos activités n'échappe à cette dimension. Même les participations de l'État-actionnaire sont de plus en plus concernées par l'Europe. Et je ne parle pas évidemment du cœur de notre activité qui est centrée autour de la politique économique, car son élaboration s'effectue désormais dans un cadre européen. Il en va de même pour nos activités qui visent à bâtir, avec nos partenaires, un grand marché financier unifié.

Dans tous ces domaines, nous avons constamment présente à l'esprit la dimension européenne, et c'est pourquoi nous avons souhaité marquer ce jour d'une réflexion commune autour d'un certain nombre de thèmes, tels que l'euro, les marchés financiers, qui renvoient à la problématique posée par Richard Descoings : l'Europe, élément de notre progrès économique et social, ferment du développement et passage vers la globalisation.